



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie d'avril 2020¹

Le grand livre de l'Afrique : chaos ou émergence au sud du Sahara /

Nicolas Normand ; préface d'Erik Orsenna

Éd. Eyrolles, 2018

Cote : 62.687

M. Nicolas Normand, normalien, ingénieur agronome, énarque, a servi en Afrique pendant quinze ans, d'abord à Pretoria puis comme ambassadeur au Mali, au Congo, au Sénégal et en Gambie. « Cet ouvrage, écrit-il p.VIII, cherche à établir un diagnostic » sur quatre grands sujets, la pauvreté excessive, le rapport gouvernance/sécurité dans la mesure où dix pays africains ont la plus forte croissance économique au monde alors que le terrorisme importé ou non sévit dans les pays plus fragiles, donc une économie qui décolle pour une partie des Etats tandis que d'autres sont soumis à la criminalité économique, l'obscurantisme religieux, l'explosion démographique, le détournement de l'aide au développement et l'inefficacité de l'appui sécuritaire à des Etats faillis ou trop fragiles.

En ce qui concerne la gouvernance, l'Afrique compte 5 autocraties, 24 démocraties et 22 régimes hybrides (p.39). L'Etat y est néopatrimonial, fondé sur une caste privilégiée qui se sécurise en captant les rentes, s'appuie sur le tribalisme, le népotisme et le clientélisme. Le Président est à la fois Chef de parti et Chef d'Etat (p.43). La finalité de l'administration est de donner des postes (p.37). Parfois, l'Etat est prédateur avec violence. En 2004, 50% des recettes fiscales en Afrique et 30 milliards \$ ont été rognés par la corruption (p.14). Dans les pays fragiles, l'Etat délègue sa fonction de développement à l'aide internationale qui a ainsi pu faire baisser le pourcentage de pauvreté de 57% en 1990 à 41% aujourd'hui (p.159).

Néanmoins, les acquis de la démocratie en Afrique sont indéniables sur trois points : la consécration de la démocratie constitutionnelle, l'édification progressive de l'Etat de droit et l'organisation d'élections transparentes. De ce fait, la société civile pourrait devenir un contre-pouvoir (p.41, 42) même s'il demeure des institutions semi-visibles, occultes parfois comme les castes, les liens parentaux, les confréries musulmanes, la franc-maçonnerie (p.52).

En ce qui concerne la population, le risque sécuritaire de l'explosion démographique est grand (p.188). Le taux de natalité en Afrique atteint 2,5% ; il est de 1,2% en Asie, de 1,1% en Amérique latine. Les moyens contraceptifs ne sont utilisés qu'à 20% en Afrique de l'Ouest et à 30% en Afrique de l'Est (p.188). En 2050, le Nigeria comptera 433 millions d'habitants, la RDC 190 millions.



Les recensions de l'[Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) sont mises à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrite](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).

Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

La traite négrière arabo-musulmane aura duré 1300 ans du VIII^e au XX^e siècle et la traite atlantique 500 ans de 1400 à 1900. 17 millions de captifs auront été acheminés vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, dont 9 millions par le Sahara et 8 millions par l'Afrique de l'Est. 13 millions par la voie de l'Atlantique. 80 millions de descendants d'esclaves africains vivent aujourd'hui en Amérique, mais ils sont très peu nombreux dans les pays arabes du fait des castrations et des infanticides (p.6) comme le souligne l'ouvrage de Tidiane N'Diaye *Le Génocide volé* (Gallimard 2008).

.La diversité ethnique, linguistique, religieuse est deux fois plus grande en Afrique que sur les autres continents (p.25). D'où les guerres civiles entre Hutus et Tutsis au Rwanda en 1994, la répression des Peuls (40% de la population) en Guinée sous Sékou Touré, celle contre les Touaregs au Mali. Mais des affrontements intra-ethniques se sont déroulés aussi en Somalie pourtant ethniquement homogène (p.66).

400 millions d'Africains vivent avec moins de 2 \$ par jour. Ainsi, 41% de la population subsaharienne vit aujourd'hui dans la pauvreté contre 12% en Asie et 4% en Amérique latine. Sur les 27 pays du monde affichant les taux de pauvreté les plus élevés, 26 sont au sud du Sahara. L'espérance de vie n'y est que de 57 ans (p.4).

En 2016, l'Afrique comptait 153 millions d'analphabètes (p.180) ; 77% des Maliens, 70% des Nigériens, 60% des Sénégalais le sont (p.48). 65% des actifs africains n'ont aucune éducation scolaire ou technique (p.26). 33 millions d'enfants africains, surtout des filles, ne vont pas à l'école (p. 177) du fait du coût de la scolarité, des mariages précoces et des travaux agricoles (p.179). En Afrique, le pourcentage des élèves du secondaire est de 47% (p.91). 50% des diplômés universitaires ne trouvent pas d'emploi (p.193)

La société civile se constitue lentement. Le fonctionnaire africain doit d'abord aider sa famille ; il n'est pas au service du citoyen (p.18) ; le poste public constitue un bien économique à faire fructifier (p.37), ce qui entraîne une absence de culture citoyenne (p.104.)

La majorité des Etats africains conserve un indice élevé de hiérarchisation sociale (p.91) due à l'ambiguïté de la présence simultanée d'acquis occidentaux, d'une culture arabo-islamique et d'un attachement aux traditions ancestrales (p.19).

En ce qui concerne l'économie, 26 à 28 Etats africains sur 48 sont, selon le FMI et l'OCDE, « fragiles » dont 14 sont inaméliorables (p.38). Les militaires et les élus africains ignorent l'économie moderne (p.26), d'où l'insuffisance de l'imposition africaine (p.186). La part de l'industrie africaine dans le monde n'est que de 2%. L'Espagne consomme plus d'électricité que l'Afrique subsaharienne (p.181). Les transferts des migrants se montaient en 2015 à 63 milliards \$, dépassant l'aide publique au développement d'un montant de 55 milliards \$ (p. 184 et 186). La très faible proportion des investissements étrangers en Afrique (4% des I.D.E. mondiaux) s'explique par la défiance à l'égard de la gouvernance (p.196). Le commerce interafricain ne réalise que 10% des échanges alors que le commerce inter asiatique atteint 40% (p.75.)

Pourtant, l'Afrique possède 40% des réserves d'or connues (p170). Le Botswana, bien géré est devenu un pays riche grâce aux diamants mais la Sierra Leone et la RCA qui ont aussi des diamants, ont été pillés par leurs gouvernants (p.12). La criminalité économique est la plaie de



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

l'Afrique (p.205). De faux médicaments sont importés de l'Inde et de la Chine (p.63). Les ressources halieutiques sont surexploitées (p.191). Les Chebab de Somalie exportent au Yémen du charbon de bois illégal d'Afrique de l'Est (p.60). En Guinée-Bissau, l'armée est impliquée dans le narco-trafic. 30 000 éléphants sont tués annuellement ; l'ivoire est exporté vers l'Asie, la Chine comme les cornes de rhinocéros, dont il ne reste plus que 25.000 animaux sur 850 000 en 1900 (p.61).

L'insécurité sévit sur le continent. De 1991 à 2018, 19 coups d'Etat se sont produits (p.44). 80% des Casques bleus dans le Monde opèrent en Afrique (103). Plusieurs Etats sont incapables de contrôler leurs périphéries comme le Mali, la RCA, le Tchad, la RDC. (p.104). La radicalisation djihadiste y contribue. Les extrémistes ont un niveau très bas d'éducation religieuse, de connaissance des textes, même s'ils invoquent la religion pour justifier leur ralliement (p.130), utilisant le verset coranique IX 29 « Tuez les idolâtres où qu'ils soient » (p.116). Ce djihadisme salafiste, antimalékite et antisoufi était inconnu en Afrique de l'Ouest avant l'an 2000 (p.131), mais l'impunité pour les crimes et les attentats commis pousse les populations à s'armer ou à être protégées par les milices djihadistes (p.128). L'incubateur afghan Oussama Ben Laden alimenta (p.115) le djihadisme armé en Algérie (1990) et de là au Mali (2000), au Nigeria (2009), s'étendant à toute l'Afrique de l'Ouest (2015), mais aussi en Somalie (2006), au Mozambique (2014). Les Frères Musulmans ont dirigé le Soudan avec Omar El Bachir de 1989 à 2019. En Mauritanie, soutenus par le Qatar, ils ont fait proclamer la République islamique en 1961. Ils sont influents aux Comores depuis 1978. Quant aux Wahhabites saoudiens, ils poussent à la radicalisation et à l'antioccidentalisme en offrant des bourses dans les universités islamiques saoudiennes (p.133) et en construisant des mosquées gigantesques. On trouve des prédicateurs chiites proiraniens au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire (p.81). En Centrafrique, en mars 2013, des miliciens djihadistes s'appelant « Séléka » (Coalition) franchissent la frontière tchadienne et s'emparent de Bangui (p.101), rappelant à la population les razzias musulmanes esclavagistes du XIXe siècle (p.111).

Au Mali, des affrontements interethniques entre Touaregs sécessionnistes, narco-trafiquants soutenus par l'Algérie se déroulent en 1962-63, 1990-92, 2006, 2012- 2013 (p.126). D'autres, intra-ethniques, mobilisent les Touaregs Imghads, Billals contre leurs leaders féodaux Ifoga anciens miliciens de Kadhafi comme Iyad ag Ghali dirigeant du Groupe Ansar Dine, soutenu par Alger qui a empêché les troupes françaises de l'arrêter (p.146). En janvier 2013, un raid djihadiste menaçait Bamako. L'armée française intervint, mais la neutralisation du terrain lors de l'Opération Barkhane n'a pas été suivie par l'occupation des espaces reconquis par un encadrement administratif, sous-préfet, gendarmerie, instituteurs (p.145). Le clergé local courtisé est très conservateur ; en 2011, le Haut Conseil islamique du Mali fait modifier le Code de la Famille pourtant approuvé par le Parlement (p.46). C'est avec réticence que l'Imam Mahmoud Dicko a accepté de condamner en 2012 la destruction des mausolées de Tombouctou.

Au Niger, les musulmans extrémistes sont devenus intouchables, malgré le fait que la Constitution évoque la non-confessionnalité de l'État, mais pas la laïcité ! (p.152). Arabophones et francophones s'opposent dans l'enseignement. Aussi, au 17^e forum de



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Rhodes du Dialogue des Civilisations, le Président Mahamadou Issoufou a demandé « une coalition internationale pour lutter contre le terrorisme ».

9 Etats de la Confédération nigériane sur 36 appliquent la charia, 3 autres partiellement (p.135). En 2012, à Gao, les Salafistes se sont alliés aux Djihadistes. En 2010, Abubakar Shekau lie Boko Haram à l'AQMI. En 2016, l'institution terroriste s'est scindée en deux factions, l'une nationaliste et l'autre alliée à Daech.

Au Sénégal, les Confréries se mobilisent contre les Djihadistes et les Salafistes qui contrôlent les Universités de Saint-Louis et de Dakar (p.138).

L'auteur propose que l'ONU s'implique davantage dans la restructuration des formations régaliennes, comme la justice, la police, l'armée. De même, associer les chercheurs aurait évité l'insécurité actuelle du Mali (p.205). Il faudra en tout cas maîtriser la démographie et former la jeunesse (p.192).

Ce livre remarquablement documenté offre une bibliographie étendue répartie dans les notes (p.211 à 220), un index général (p.221-224) et des cartes très didactiques sur les religions (p.83), l'alphabétisation (p.178), la croissance de la population (p.187), le PNB par habitant (p.173), la gestion des ressources (p.175) mais aussi sur les religions (p.83), la fragilité des Etats (p.107), les groupes armés (p.102).

Christian Lochon